

La pluralité des droites et l'UMP

Par Pascal Perrineau

Article paru dans l'édition du MONDE du 14.12.09

Se penchant, dès les années 1950, sur l'énigme de la droite française, René Rémond avait eu l'intuition que "la solution de l'énigme était dans la pluralité". Elle était à la fois autoritaire et libérale, archaïsante et moderniste, élitiste et populiste...

Cette diversité s'organisait en courants et, de 1815 à nos jours, l'historien en décelait trois principaux : légitimiste, orléaniste et bonapartiste. Cette tripartition des droites fait partie des quelques axiomes fondamentaux de la vie politique française. Certes, avec le temps, la droite légitimiste s'est effacée du paysage politique, même si elle survit, à l'état de témoin, dans certains cénacles de la droite extrême. En revanche, la persistance d'une différence profonde entre une droite libérale et parlementaire, qualifiée d'orléaniste, et une droite davantage autoritaire et présidentialisée, intitulée bonapartiste, est plus qu'évidente, et marque de son sceau nombre d'affrontements au sein de la droite.

La pluralité, une constante sous la Ve République

L'élection reine de la Ve République, l'élection présidentielle, a toujours connu la concurrence de ces deux tempéraments à travers l'affrontement entre deux candidats issus de son sein, Jean Lecanuet et Charles de Gaulle en 1965, Alain Poher et Georges Pompidou en 1969, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chaban-Delmas en 1974, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac en 1981, Raymond Barre et Jacques Chirac en 1988, Edouard Balladur et Jacques Chirac en 1995, François Bayrou et Jacques Chirac en 2002, François Bayrou et Nicolas Sarkozy en 2007.

A plusieurs reprises (1981, 1988) cet affrontement a pu être considéré comme à l'origine de la défaite de la droite, et a ouvert la voie à l'idée d'une droite unie dans une seule formation. Edouard Balladur, en mars 1988, dans un article du Monde, proposa une confédération RPR-UDF.

En 1994, Charles Pasqua prôna l'organisation de primaires pour désigner un candidat unique de droite à l'élection présidentielle. En mai 1998, l'Alliance, structure confédérative, fut lancée par Philippe Séguin, François Léotard et Alain Madelin. Toutes ces initiatives avortèrent, entre autres, sur la résistance des traditions plurielles de la droite. L'idée fut reprise par Jérôme Monod, conseiller du président Jacques Chirac, en 2002, et aboutit à la création, le 23 avril 2002, de l'UMP.

Les divergences entre les diverses droites s'étant étioilées, le moment sembla alors venu de jeter les fondements d'une formation dans laquelle se fondraient les partis héritiers des deux traditions. Une fraction des droites refusa de se saborder. Le RPR accepta de disparaître, non sans quelque regret, mais l'UDF, déjà mal en point, se disloqua. Les libéraux de DL l'avaient déjà quittée dès 1998, et fusionnèrent en septembre 2002 avec l'UMP, le parti radical rejoignit le nouveau parti, l'essentiel des élus de l'UDF s'y rallia, et certains créèrent en mai 2007 le Nouveau Centre, étroitement allié à l'UMP. Un grand parti de droite était né en France.

Il ne restait plus à François Bayrou, ancien patron esseulé de l'UDF, qu'à créer un mouvement autonome, à sa main : le MoDem. La résistance à la fusion est venue principalement de la tendance qui prolonge plus ou moins l'esprit de la démocratie chrétienne et qui tente de redécouvrir éphémèrement les voies d'un centrisme indépendant avant de céder, logique bipolaire de la Ve République oblige, à l'alliance à gauche à l'approche des prochaines élections régionales.

Un électorat qui appelle à l'union ?

Cette fusion non complètement aboutie des droites a répondu à nombre d'attentes d'un électorat de droite qui ne comprenait pas les raisons du partage de la droite en plusieurs formations, s'impatiait de cette division et aspirait à un regroupement. Dans un sondage Ipsos effectué, en novembre 2002, quelques jours avant la fondation de l'UMP, 72 % des sympathisants de la droite parlementaire considéraient que la création officielle de l'UMP était "plutôt utile pour l'union entre les différentes sensibilités de la droite", 65 % pensaient qu'elle était utile pour "la modernisation de la vie politique française".

La réussite, même partielle, de l'UMP a-t-elle pour autant sonné le glas de la pluralité des droites ? Bien évidemment non. Des traditions et des tempéraments divers cohabitent dans l'UMP (gaullistes et giscardiens, libéraux et chrétiens sociaux, jacobins et girondins, européens et souverainistes), des partis porteurs de traditions différentes coexistent sur les flancs droit et gauche de l'UMP : MPF, CPNT, Nouveau Centre, Gauche moderne...

Enfin, des électorats différents perdurent. Au côté de l'électorat de la droite classique subsiste un électorat centriste pérenne. La carte de l'implantation de M. Bayrou en 2007 ou du MoDem ressemble beaucoup à celle du MRP sous la IVe République. Une France modérée, fortement marquée par le catholicisme (Grand Ouest, Alsace, sud-est du Massif central, bordure occidentale des Pyrénées), perpétue cette tradition centriste dont Maurice Duverger disait qu'elle est divisée contre elle-même, car "le destin du centre est d'être écartelé, ballotté, annihilé : écartelé quand l'une de ses moitiés vote à droite, l'autre à gauche ; ballotté quand il vote en bloc tantôt à droite, tantôt à gauche ; annihilé quand il s'abstient" (Les Partis politiques, 1951).

Vertus et limites d'une force centripète

La création de l'UMP a agi comme une force centripète au sein du monde des droites. Devenu patron de l'UMP en 2004, Nicolas Sarkozy l'utilise comme un instrument pour s'imposer comme candidat présidentiel dans l'espace des droites classiques. Le très bon niveau (31,2 %) obtenu au premier tour de l'élection présidentielle sera le premier signe de cette capacité de rassemblement électoral. Les 39,5 % de voix rassemblées au premier tour des législatives de juin 2007 en seront un second signe.

A droite, l'UMP est en situation quasi hégémonique. Les dernières élections européennes de juin l'ont une fois de plus montré. Même dans une élection à la représentation proportionnelle, aux effets dissolvants bien connus, l'UMP est arrivée en tête dans toutes les circonscriptions régionales, et représente 67 % du capital électoral de toutes les droites, alors que le prédécesseur de l'UMP, le RPR, ne pesait que 34 % en 1999, et les listes de l'UMP 44 % de l'ensemble des droites en 2004.